

François-Bernard Huyghe

**COMPRENDRE LE POUVOIR
STRATÉGIQUE DES MÉDIAS**

© Eyrolles, 2005.
ISBN : 2-7081-3400-0

EYROLLES



COMMENT LES IDÉES SE PROPAGENT

Notre époque exalte la propagation des idées que la technique semble faciliter. La question du « comment » ne nous préoccupe guère, tant elle semble résolue. C'est oublier qu'une idée est un invisible que son trajet rend visible et que, pour changer le monde, il a fallu le parcourir. Sauf le cas limite de la transmission verbale directe, entre l'origine d'une idée et son repreneur, cet autre cerveau qui se l'approprie parfois bien plus tard ou bien plus loin, s'interposent obstacles et intermédiaires. Mais s'entremettent aussi des médiations et des médias.

Pour vaincre le temps et l'espace, l'idée doit durer et bouger ; elle s'inscrit donc dans une mémoire (fût-ce par une formule que se rappelle un individu ou par quelques traits sur une tablette) et se transporte par le mouvement de quelqu'un ou de quelque

chose (fût-ce une onde électromagnétique entre deux appareils). Bien entendu, pendant toute la durée de ces opérations – entre quelques fractions de seconde sur Internet et des siècles pour certaines croyances religieuses – l'idée a déjà changé : les aléas de la traduction, les déformations que fait subir un intermédiaire, la mise en forme que suppose la transmission, des phénomènes de perte, censure, parasitage, interprétation, etc. font que ce n'est plus exactement la même idée que l'on partage. Le transport a changé le contenu.

Autrement dit nos systèmes de communication et de transmission bouleversent ce que nous croyons et comment nous croyons. Ils changent les moyens de propager et les idées contagieuses.



© Louise Merzeau. Montage numérique.

LES MOYENS DE PROPAGER

AGENDA

L'agenda, le carnet où chacun note ses rendez-vous, est à l'origine de l'expression « être sur l'agenda de... » qui signifie « faire partie du programme ». L'expression s'est banalisée dans la presse. Un journal anglo-saxon écrira facilement « une intervention militaire est sur l'agenda du gouvernement ». La notion est aussi fréquente dans les sciences humaines, et particulièrement la sociologie américaine des médias. La « fonction d'agenda » (*agenda setting*) y définit une capacité propre aux mass media : déterminer ce qui fera débat, sélectionner les événements et les sujets auxquels s'intéressera l'opinion (et/ou les décideurs). Plus subtilement, « faire l'agenda » constitue une stratégie indirecte de l'attention à visée médiatique, intellectuelle ou politique, voire diplomatique. Elle permet de choisir le terrain, de lancer les sujets et de fixer les termes des discussions ou négociations. Indépendamment de leur qualité ou de leur objectivité, ou de leur façon de traiter l'information, les médias contribuent à la construction de la réalité.

D'une part, ils décident de ce qui apparaîtra comme significatif ou urgent, enclenchant une spirale de l'attention (plus on en parle, plus c'est important, donc plus on en parle). Celle-ci suppose a contrario une spirale du silence où s'enfoncent les événements, les courants, les opinions ainsi laissés dans l'ombre. L'exemple le plus choquant est celui des « guerres invisibles » ; des événements aussi graves que des conflits sanguinaires peuvent être quasiment ignorés : saviez-vous par exemple que le terrorisme a fait bien plus de morts

en Inde qu'au Moyen-Orient dans la dernière décennie ? Et pourtant, qui en parle ?

D'autre part les médias posent les termes et les catégories dans lesquels sont représentés les acteurs et les attitudes (les autorités, les experts, les protestataires, les intellectuels, l'homme de la rue, les pro ceci, les anti cela) ce qui ne contribue pas moins à formater la vision que l'on se fait de la réalité.

Cela équivaut à décider de ce qui sera événement, information et enjeu. Structurer et diriger l'attention du public, lui dire « à quoi penser », serait une des fonctions principales des médias. Sans compter que certains médias font quelque peu l'agenda de leurs confrères. Du même coup, ils font aussi l'agenda de la classe politique ou de la classe « discutante » (les intellectuels), et y établissent une hiérarchie (ce qui est médiatisé, non médiatisé, qui a droit à une tribune). Mais comme il faut bien que quelqu'un fasse l'agenda des médias, un réseau d'influence peut les persuader qu'il est de la plus extrême urgence de s'intéresser au mariage des homosexuels ou à l'iniquité des droits de succession. L'art de faire l'agenda consistant à diriger le projecteur (donc à faire négliger autre chose), le résultat est proportionnel au degré de surinformation, d'autoréférence médiatique d'une époque et à la mesure de l'influence de ceux qui sélectionnent.

La citation de R. Debray : « Le premier symptôme de l'hystérie publique est la perte de l'agenda. À la remorque de l'actualité, au diapason de ceux qui la fabriquent, l'État n'est plus maître de son ordre du jour... » L'État séducteur, Gallimard, 1993.

Le livre : D. Bregman, La fonction d'agenda in Hermès n° 4, 1989.

ATTENTION

Un directeur de chaîne de télévision a fait scandale en déclarant que le but de son métier était de vendre du temps de cerveau humain à des annonceurs. Pourtant, il ne faisait que révéler une vérité inhérente à l'économie contemporaine : la valeur principale y réside moins dans l'usage de choses que dans l'attention des récepteurs et acheteurs ou le temps des consommateurs. Le terminal ultime – notre cerveau – a un temps d'usage limité. Il est donc rare, d'où cher. Et cela vaut, que l'on parle d'une économie de la connaissance ou du spectacle, celle qui par exemple ne vend plus des chaussures, mais des « expériences » (« *just do it* » dit Nike) ou les signes de l'appartenance à une communauté imaginaire (les « jeunes », les « branchés »). Les stratégies « d'agenda » (voir ce mot) supposent le contrôle de l'attention publique.

Dans le domaine politique, il est dit depuis longtemps que le vrai pouvoir est d'occuper le temps d'autrui. Il faudrait reformuler la phrase de Hobbes « Gouverner c'est faire croire ». Gouverner c'est faire penser à ou faire s'émouvoir de. Dans un monde où les flux d'information rendent la censure totale presque impossible, contrôler consiste moins à imposer des dogmes que des priorités. Ainsi les élections présidentielles US de 2004 ont révélé que, selon qu'un électeur se déclarait préoccupé par le terrorisme et les valeurs morales, ou par l'Irak et l'économie, il tendait dans une proportion énorme (entre 65 et 85 %) à voter Bush dans le premier cas, et Kerry dans le second. En l'occurrence, diriger l'attention équivalait à diriger le vote. Le contrôle de l'attention, l'art de focaliser le débat sur un thème et sur les termes du choix, confère un énorme avantage en termes d'opinion. Le pouvoir des médias est celui d'occuper le temps des gens ; le vrai pouvoir est donc d'occuper le temps des médias.

Corollairement, l'art d'attirer l'attention connaît de nouveaux développements avec les TIC notamment à travers les techniques d'apparition et d'indexation. Ainsi, pour « vendre » quelque chose (y compris une idée ou sa propre renommée) sur la Toile, il ne suffit plus d'être bruyant et spectaculaire : il faut maîtriser les arcanes de l'indexation. La plupart des internautes parvenant à une page à la suite d'une requête sur un moteur de recherche. De là est née une niche de pouvoir : l'art de référencer, de diriger les requêtes (donc une fois encore l'attention) en fonction de certains critères (taxinomiques, sémantiques, de notoriété...). Cela suscite des stratégies asymétriques comme le « bombardement de Google » (*Google bombing*). Cette technique consiste à améliorer son classement sur les pages du moteur de recherche le plus populaire, par exemple en multipliant artificiellement les liens hypertextuels pointant vers le site désiré ou encore en employant une politique habile de multiplication des mots clefs. Mais l'attention des internautes (concrètement : leur faculté de se précipiter vers tel ou tel site qui n'est pas nécessairement le plus riche, le plus professionnel ou le plus connu) fonctionne largement suivant des critères propres aux communautés virtuelles. Ils équivalent souvent à un « bouche-à-oreille » numérique et incontrôlable.

La citation de P. Le Lay : « *Pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de ce cerveau humain disponible.* » Déclaration à la presse, 2004.

Le livre : J. Rifkin, *L'âge de l'accès La révolution de la nouvelle économie*, La Découverte, 2005.

BIAIS COGNITIF

La capacité du cerveau humain à reproduire des erreurs de jugement (y compris en mésinterprétant le sens des messages) est aggravée par sa tendance à adopter des conduites qui contredisent les données de l'expérience ou les connaissances communément disponibles. On regroupe sous le terme de biais cognitifs tous les types d'erreurs de ce genre. Des disciplines comme les sciences cognitives ou la pragmatique de la communication s'interrogent sur les mécanismes qui conduisent à des visions déformées.

Certaines erreurs s'expliquent par de simples illusions d'optique ou des défauts d'attention ou de mémoire. D'autres ressortent à des fautes de raisonnement : ainsi les sophismes, raisonnements fallacieux, ne réussissent à persuader que dans la mesure où nous ne réalisons pas comment ils mènent à des conclusions faussées ou exagérées. Nombre de biais sont émotionnels. Cela signifie simplement que nous sommes trop égarés par nos passions (folles espérances, antipathie envers l'interlocuteur...) pour raisonner logiquement. Beaucoup de ces biais sont exploités par les techniques d'endoctrinement, de propagande ou de simple persuasion. Cela vaut depuis les banales – et relativement innocentes – méthodes de vente jusqu'à l'aliénation totale de l'individu dans les sectes.

Certains biais – par exemple ceux qui touchent à l'évaluation des probabilités statistiques – sont tout à la fois source d'erreurs dans des raisonnements scientifiques et une faiblesse qu'exploitent les marchands de merveilleux (« Vous n'allez pas me dire que c'est par hasard que... »). On mentionne souvent la dissonance cognitive : c'est le processus par lequel un sujet a tendance à modifier ses opinions et attitudes afin de les mettre en

harmonie, comme à moindre coût, avec ses autres opinions, notamment avec celles qu'il professe en accord avec son groupe social. Tout ce qui touche au conformisme, à l'effet de groupe, à l'idéologie au sens large (au sens où, comme le disait Althusser, il y a idéologie quand les réponses précèdent les questions) encourage et exploite des biais cognitifs.

Ceux-ci sont donc très nombreux, mais il est possible de les regrouper en quelques figures répétitives. Certaines sont connues depuis toujours. Ainsi le syllogisme « *post quod ergo propter quod* » : la tendance à croire que si un événement B suit un événement A, il est provoqué par lui. L'effet d'ancrage nous amène à surévaluer un critère dans un choix et à négliger les autres. Le biais de « confirmation » qui touche jusqu'aux scientifiques est la tendance à ne retenir que les indices qui confirment nos présuppositions et à s'aveugler à ceux qui les contredisent. On peut ainsi dresser des listes de dizaines de « biais » dont les plus fascinants sont sans doute les biais qui amènent des organismes dont les membres sont souvent individuellement des gens très intelligents à prendre collectivement des décisions visiblement absurdes. Connaître ses propres biais est indispensable pour toute anticipation.

La citation de M. Leiris : « *Une monstrueuse aberration fait croire aux hommes que le langage est né pour faciliter leurs relations mutuelles.* » Journal, 1992.

Le livre : R. Boudon, *L'art de se persuader des idées douteuses, fragiles ou fausses*, Fayard, 1990.

COMMUNICATION

Le verbe communiquer est transitif et intransitif, si bien que l'on peut communiquer quelque chose ou communiquer tout court et, que, selon le cas, on pensera à la transmission de ou à la relation, au langage ou au partage. La communication d'un parti politique, c'est-à-dire sa rhétorique, la communication comme communion entre deux êtres, la communication des mass media et la culture qu'ils véhiculent, la communication avec un appareil télématique qui ne fait que traiter des données, tout cela, ce sont des réalités que le langage range dans la même catégorie.

Par exemple, la communication est employée pour désigner la bonne interprétation des mêmes signes par deux personnes ou plus, voire l'harmonie qui en résulte entre elles (en ce sens, il s'agit donc essentiellement de résoudre des « problèmes de communication »). Mais la communication, ce sont aussi tous les moyens et les techniques par lesquels les « gens de communication », *marketers*, publicitaires ou autres, tentent de séduire, de faire adhérer, bref de changer l'autre soit sur le plan cognitif (bien lui faire savoir quelque chose) soit au sens affectif.

Le phénomène de communication comporte deux aspects. D'une part, quand il y a communication, un contenu minimal, un message, est transmis. D'autre part, la communication établit des relations, des liens y compris des liens affectifs entre ceux qui y participent. D'où une contradiction souvent remarquée. Pour bien communiquer (au sens d'être en communion) mieux vaut se répéter ce que l'on sait déjà, ce qui est simple, familier et qui rassure, mais pour communiquer beaucoup d'information (au sens de transmettre des nouveautés qui engendrent de nouveaux savoirs), il faut faire des efforts, s'adapter à des changements plus complexes, et

tout cela nuit à la communication au premier sens. Et ainsi de suite...

La confusion sémantique se redouble d'une confusion idéologique. Un discours optimiste sur la société de communication assimile la communication à une valeur. Il fait l'apologie d'une transparence supposée génératrice d'accord. Il en déduit un impératif de communication (exprimez-vous, branchez-vous). Toute une mythologie de l'accessibilité grâce aux nouvelles technologies mêle ainsi apologie du grand partage égalitaire et rebelle à toute censure, considérations sur la nouvelle économie de l'immatériel, rêveries sur sa puissance pacifiante, voire hypothèse de ses effets « hominisants » (libérés des contraintes nous pourrions nous consacrer aux tâches de l'esprit). Il faut refuser une double facilité. D'une part, cette utopie, mais de l'autre aussi la dénonciation de l'utopie communicationnelle et la technophobie. Il faut y opposer tous les effets de hiérarchie et de transformation qu'engendrent médiations humaines et physiques. Communiquer, c'est transformer : tout le livre tourne autour de là.

La citation d'I. Ramonet : « *En raison des révolutions économiques et technologiques, la sphère de la communication a tendance à absorber l'information et la culture, donnant ainsi naissance à une seule et même sphère globale et universelle : la world culture, d'inspiration américaine, une sorte de communiculture de masse planétaire. L'information ne résistant pas plus que la culture à cette massification...* » *La tyrannie de la communication*, 1990.

Le livre : D. Bounoux, *Introduction aux sciences de la communication*, La découverte, 1998.

CULTURE

La notion peut aussi bien être réservée à quelques œuvres particulièrement marquantes, s'appliquer aux objets les plus quotidiens et les plus triviaux, comprendre jusqu'aux croyances et aux habitudes qui gouvernent la vie de tous les jours. Pour les uns, la culture se borne pratiquement au programme lettres et philosophie du bac, pour d'autres elle inclut la façon de se moucher et de faire l'amour (tout ce qui est non naturel). Selon les cas, il s'agit d'un processus (le fait de cultiver), d'un état (celui d'un « esprit cultivé »), d'un domaine de la connaissance, de la qualification d'œuvres et pratiques d'une certaine élévation, de l'ensemble des systèmes symboliques spécifiques d'une société, voire de ceux d'un groupe plus restreint.

Culture, longtemps fidèle à son étymologie latine, se réfère à l'idée d'une « mise en valeur » de l'esprit, voire d'un enrichissement de l'âme (*cultura animi*) puis en vient très tard à désigner les disciplines propres à engendrer, dans une perspective humaniste, des individus « cultivés ». Ce ne sont pas nécessairement ceux qui possèdent certaines connaissances, mais ceux dont les talents et potentialités se sont enrichis au contact de ce que d'autres esprits avaient déjà étudié ou créé avant eux. D'où l'opposition entre œuvres appartenant au domaine de la culture ou de la haute culture et celles qui seraient seulement distractives.

Les historiens des idées s'accordent à voir dans la compréhension divergente des mots « culture » et « civilisation » de part et d'autre du Rhin un véritable drame historique européen. Ainsi, au moment de la guerre de 14-18 la France a le sentiment de mener le combat universel de la « civilisation » contre la barbarie teutonne

déguisée en *Kultur* ; alors que l'Allemagne voit dans cette « *Kultur* » un principe spirituel, l'identité même d'un peuple, ce qu'il hérite et que menacent la superficialité et le cosmopolitisme de la prétendue « civilisation ».

S'ajoutera plus tard la confusion que crée l'emploi du mot culture par l'ethnologie et l'anthropologie anglo-saxonne en particulier. Pour elles relève de la culture tout ce qui touche aux mœurs, aux habitudes, règles, codes, ce qui détermine le comportement d'un individu, tout ce qui n'est pas strictement « naturel ». Et donc tout ce qui caractérise un groupe par rapport à un autre.

Par un abus de langage, on en arrive enfin à parler de la culture rock, de la culture d'entreprise, de la culture gay, de la culture d'une génération, d'un parti, etc., ce qui désigne tout ce que les membres d'un groupe ont en commun : habitudes, goûts,...

Ce que l'on entend par culture ne se comprend souvent que par ce qu'on lui oppose : qu'on en voie le contraire de l'inculture, le rempart contre la barbarie, la marque de l'acquis par rapport à l'inné, le fondement d'une identité collective par contraste avec l'universalité de la technique, ou encore la caractéristique d'une communauté par rapport à d'autres.

La citation de C. Lévi-Strauss : « *Toute culture peut être considérée comme un ensemble de systèmes symboliques au premier rang desquels se placent le langage, les règles matrimoniales, les rapports économiques, l'art, la science, la religion.* » *Sociologie et anthropologie*, 1966.

Le livre : H. Arendt, *La crise de la culture*, Gallimard, 1972.

IDÉOLOGIE (PROPAGATION DE L')

Qu'elle s'exprime sous forme d'un lourd traité ou d'un bref slogan, l'idéologie, ce sont des propositions, explications et prescriptions relatives au monde tel qu'il est et tel qu'il devrait être. Ces idées relient qui les adoptent et les opposent à d'autres (une idéologie est toujours une pensée contre).

De plus, adopter c'est adapter. La translation des idées n'est pas un mécanisme binaire : je crois/je ne crois pas. Elle implique participation. L'idéologie me change : je n'interprète plus le monde suivant les mêmes grilles. Mais je change l'idéologie : comme partisan, j'en donne ma version, comme membre d'une communauté nouvelle, je contribue à ses évolutions et à ses succès. La « demande » idéologique détermine aussi le marché des idées. De ce point de vue, la définition – plutôt de droite – de l'idéologie comme fumées et rêveries, et celle – plutôt de gauche – comme « conscience fausse », traduction des intérêts d'un groupe en discours justificateur, ne rendent guère compte du comment.

La propagation de l'idéologie suppose des médiateurs et des vecteurs. Dans nos sociétés, cela s'appelle des intellectuels et des médias même si la famille, l'armée, le syndicat, le milieu social transmettent les idéologies, au même titre qu'ils *inculturent*.

Intellectuels et médias ont un rapport plus essentiel avec l'idéologie : leur fonction est de lutter pour occuper l'attention des citoyens. Leur raison d'être, de leur apprendre à juger le monde. Là où des appareils de transmission plus « lourds », institutions, Église, armée instillent l'ensemble des préjugements d'une population donnée (la *doxa* chère aux sciences sociales), les médias et les intellectuels réagissent à l'événement quotidien et

l'insèrent dans des cadres explicatifs. À l'instant donné, ils jugent et tranchent, conjuguant l'idéologie au présent. Du moins dans nos sociétés.

L'idée que, par nature, le premier est critique, voire qu'il est un clerc voué au service des valeurs universelles, au détriment de ses intérêts temporels et de ceux de sa communauté, est une idée fautive. Tout comme sa représentation symétrique du « chien de garde », alibi de l'ordre établi. L'intellectuel ne se caractérise pas par la production d'idées – justes ou fausses, délirantes ou utiles, généreuses ou hypocrites –, mais par la volonté de les traduire dans la réalité via l'opinion. Il prétend intervenir sur le cours des choses par la seule publication de son jugement.

De la même façon, il est naïf de réduire les médias au rôle de fourriers de l'idéologie dominante. D'abord, pareille affirmation est tautologique : si une idée dominante ne dominait pas les médias que dominerait-elle ? Ensuite parce que c'est plus que simplificateur : les médias amplifient aussi des changements et mettent en valeur des contradictions et des dissidences.

La citation de H. Arendt : « Une idéologie est précisément ce que son nom indique : elle est la logique d'une idée... L'émancipation de la pensée à l'égard de l'expérience. » *Le système totalitaire*, 1998.

Le livre : J. Baechler, *Qu'est-ce que l'idéologie ?*, Gallimard, 1976.

IMAGES RUMORALES

Image rumorale : ce néologisme désigne les images qui circulent sur Internet et qui se repassent d'internaute à internaute. Suivant le cas, elles représentent un touriste posant au sommet d'une des *Twin Towers* quelques secondes avant l'attentat du 11 Septembre, l'image du diable dans la fumée de l'incendie quelques minutes après, Kerry dans un meeting compromettant, Bush en situation ridicule, un animal géant, un accident incroyable, une disparue retrouvée...

Comme la rumeur tout court, celle qui circule de bouche à oreille, ces photos racontent quelque chose qui a à voir avec le sexe, l'argent, les complots des puissants, les extraterrestres, les monstres, le surnaturel mais aussi des dangers cachés, des aliments empoisonnés, des enlèvements d'enfants... Ces images sont présentées comme rares, souvent comme des preuves réfutant une version officielle. Dans tous les cas elles n'émanent pas des grands médias, mais de circuits parallèles : pour celui qui les reçoit il est donc valorisant de les retransmettre.

Un seul internaute peut renvoyer une image à des dizaines d'autres d'un seul clic, le suivant reprenant l'image ou le texte en l'accompagnant le cas échéant de modifications ou d'un commentaire qui en modifie l'interprétation (par exemple un internaute peut présenter comme douteuse une image qu'il a reçue comme authentique...). Comme pour les autres e-rumeurs, il est souvent très difficile de comprendre le but de celui qui a initié le processus : gag, recherche esthétique ou technique (faire le plus beau trucage, faire croire au canular le plus énorme le maximum de gens), dénonciation politique, déstabilisation d'une entreprise, délire mystique, manie du complot...

Ces images numériques sont-elles truquées ? Pas forcément. Certaines photos assument même avec humour leur volonté de parodie. Et il existe des images rumorales dessinées, reprenant le principe du détournement de publicité. D'autres prétendent simplement être surprenantes ou pourraient constituer de simples photographies d'art. Mais dans tous les cas l'image rumorale nous rappelle qu'Internet participe avant tout à construire les autoroutes de l'incertitude.

La prolifération des images reflète surtout un phénomène technique : alors que le trucage d'une photographie argentique était un procédé relativement difficile et plus ou moins décelable, avec l'image numérique et un logiciel, chacun peut réaliser sa propre image truquée et surtout la diffuser dans le monde entier ; le succès ne dépendra que de la réceptivité des internautes. Ceci rejoint une tendance plus générale : il est de plus en plus difficile de contrôler la prolifération d'images – vraies ou fausses – hors de tous les circuits médiatiques ou officiels, qu'il s'agisse d'un canular ou d'authentiques images de sévices à Abou Graïbh.

La citation de P. Virilio : « *Faute d'une nécessaire culture de la désinformation, du moins nous faudrait-il suivre le conseil du stoïcien antique recommandant à un ami de ne pas tout rapporter aux yeux et le mettant en garde contre le trop-plein du regard.* » *La machine de vision*, 1988.

Le livre : P. Froissart, *La rumeur histoire et fantasmes*, Belin, 2002.

INTELLECTUEL

La définition du dictionnaire « *dont la vie est consacrée aux activités intellectuelles* » pourrait s'appliquer aujourd'hui à chaque travailleur qui manipule davantage des symboles et des informations que des choses. En réalité, l'intellectuel ne se définit ni par la taille ou l'usage de son cerveau, ni par sa compétence en un domaine précis (philosophie, sciences humaines, lettres...) mais par sa volonté d'agir sur le monde par « influence ». Telle est du moins l'acception qui s'est imposée avec le « manifeste des intellectuels » au moment de l'affaire Dreyfus : se considéraient comme tels ceux qui protestaient contre la condamnation au nom de principes universels de droit de justice et de vérité. L'intellectuel intervient dans les affaires publiques armé d'une compétence ou réputation acquise ailleurs. Il rentabilise en droit d'intervention sur la scène publique les dividendes d'une œuvre antérieure.

Il existe donc bien des variantes historiques de l'intellectuel. *Le « clerc » de Benda* qui s'exprime au nom de valeurs statiques, abstraites, désintéressées (et ouvertement détachées de toute contingence pratique), voire contre les intérêts de son propre pays. Celui de *Sartre* (plaidoyer pour les intellectuels) engagé, toujours en situation entre dominants et dominés, ne pouvant « s'évader » même par le silence, produit de son temps, vivant sa contradiction (de l'universel et du particulier) et la dépassant. *L'intellectuel selon Aron (L'opium des intellectuels)*, victime des mythes du temps, en est la contre-figure parfaite : il est par excellence fourrier des idéologies politiques qui « *mêlent toujours, avec plus ou moins de bonheur des propositions de fait et des jugements de valeur* ». *L'intellectuel organique (selon Gramsci)* est engagé au service d'une cause.

L'intellectuel critique cher à l'École de Francfort est le dénonciateur du système et de l'idéologie dominante, même si sa protestation n'a qu'une valeur de témoignage moral. Plus récemment, est apparu *l'intellectuel médiatique*, triple spécialiste de l'universel, du général et du moral, tranchant de tout surtout sur les plateaux de télévision, généralement pour s'indigner et condamner.

Parallèlement la frontière s'efface entre intellectuels habilités à dire le vrai et le bien et ceux que les premiers auraient autrefois considérés comme des amuseurs : artistes « non créatifs » et autres représentants de la culture de masse. Ceux-ci se tenaient jadis dans une prudente neutralité et n'accédaient pas à l'honneur de délivrer un message... Autrefois le titre d'intellectuel conférait le droit de donner son avis sur l'actualité et éventuellement de passer à la télévision. Désormais, le fait de passer à la télévision oblige quasiment à faire part de son opinion sur tout et consacre « intellectuel ». Bref, il n'y a pas une catégorie d'intellectuels, il y a des rapports de pouvoir intellectuel propres à chaque époque.

La citation de R. Debray : « *Ensemble des personnes socialement fondées à publier une opinion individuelle concernant les affaires publiques, indépendamment des procédures civiles régulières auxquelles sont astreints les citoyens ordinaires.* » *Le Scribe*, 1980.

Le livre : J. Julliard, N. Wincok, *Dictionnaire des intellectuels français*, Seuil, 2000.

MANIPULATION

D'un premier sens qui est celui de manier ou transformer des minerais ou des produits chimiques (et maintenant l'ADN comme dans « Manipulation génétique »), ce mot a pris une signification proche de manœuvre obscure. Dans l'usage commun – très péjoratif – ce concept explique tout : les comptes du chômage sont manipulés, les Russes sont manipulés par Poutine, les gens ne pensent pas comme moi ; c'est qu'ils sont manipulés par les médias. Ce mot renvoie à plusieurs idées :

1. Que la manipulation prend valeur explicative, car s'ils agissaient librement ou spontanément, les citoyens n'auraient pas fait ce qu'ils ont fait ;
2. Qu'elle est clandestine (sauf pour l'observateur malin qui parle et s'en aperçoit) ;
3. Qu'elle est délibérée : le manipulateur utilise des méthodes indirectes, parfois des mensonges ou des mises en scène ;
4. Qu'elle passe par l'opinion du manipulé amené à croire une chose ou à lui accorder une valeur conforme aux souhaits du manipulateur ;
5. Que le manipulateur y a un intérêt parfois matériel, souvent psychologique ou idéologique.

Cette notion est à utiliser avec prudence pour deux raisons. La première est qu'il est difficile de dire où commence la manipulation et qui ne la pratique pas peu ou prou dans ses rapports avec les autres, ne serait-ce que pour se faire aider ou aimer. Qui n'a jamais dit « Vous avez les plus beaux yeux du monde », « Je te le rends demain » ou « Je suis tout à fait de votre avis, chef » ? On ne peut pas ne pas manipuler.

Le second problème est que toute tentative de décrire le fonctionnement d'une manipulation révèle très vite un mensonge (A dit x qu'il sait non vrai à B), une ruse (A fait X afin que, comme il le

souhaite, B fasse y en croyant obtenir un tout autre résultat), une mise en scène (A présente la réalité X de telle façon que B arrive à conclure y).

Ainsi, il est fréquent de qualifier de manipulation l'emploi de la vieille rhétorique qui vise à convaincre en conduisant le raisonnement dans la direction voulue et en suscitant des émotions. Elle fonctionne sur un plan logique et sur un plan proprement *pathétique* : faire éprouver des passions à autrui. Or c'est une chose d'agir sur les gens par un discours persuasif. C'en est une autre que d'agir sur la situation en organisant de fausses apparences.

Enfin, il y a des degrés de gravité dans la manipulation. Il ne faut donc pas mettre dans le même sac de véritables crimes d'État (comme les Soviétiques falsifiant les massacres de Katyn) et les trucs du camelot qui cherche à provoquer l'achat (épater le voisin, profiter d'une occasion, être cohérent par rapport à un premier choix...). Pas plus qu'il ne faut confondre propagande et publicité, il ne faut mélanger petites astuces et grandes manœuvres.

La citation de François Jullien « Soit on fait directement pression sur autrui par sa parole, à la fois, l'on montre et l'on démontre, on met "sous les yeux" grâce à la véhémence oratoire... Soit c'est sur la situation qu'on opère pour atteindre indirectement l'adversaire en l'orientant progressivement de façon telle que, sans se découvrir et par le seul effet de ce qu'on y avait impliqué, elle enserme autrui et le désarme. » *Traité de l'efficacité*, 1996.

Le livre : T. Breton, *La parole manipulée*, La Découverte, 2000.

PERSUASION

La persuasion est le processus délibéré visant à faire accepter une proposition pour vraie, ou pour désirable par quelqu'un, voire même à l'amener à se comporter de la façon souhaitée. En ce sens, nous ne cessons de nous efforcer d'agir sur autrui et de persuader. Mais la chose prend une tout autre dimension dès que la persuasion quitte le domaine des relations interpersonnelles et devient technique collective. Dès l'Antiquité naît l'idée d'une méthode pour gagner la conviction d'autrui dans un procès, un débat politique ou une controverse. Cette science, la rhétorique des Grecs, repose sur la façon de disposer ses arguments logiques afin de conduire à la conclusion voulue, sur la manière de faire éprouver à l'autre les sentiments désirés (pitié, indignation, admiration, désir) et enfin sur le recours à l'autorité des valeurs : l'argument logique plus pathétique, plus éthique. La formation classique met cet art du parler efficace sur le même plan que la grammaire (art de bien parler) ou la logique (art de parler vrai).

Au XX^e siècle, sous le double signe du développement de la publicité et celui de la propagande politique, toute réflexion sur les médias commence par la question de la persuasion. Tout d'abord, il faut distinguer entre les degrés de la persuasion : persuader d'acheter une lessive n'est pas la même chose que faire voter ou convertir au communisme. Séduire n'est pas l'emporter dans une controverse scientifique. Une persuasion de conformité ou de renforcement n'est pas une persuasion visant au changement.

Plusieurs décennies de travaux sur le « pouvoir des médias » obligent à abandonner toute prétention à une persuasion scientifique. En effet, les facteurs semblent nombreux et contradictoires (prédisposition du « persuadé » et relations

sociales qui interfèrent avec son interprétation du message et sa conviction, variation suivant le *medium* employé, effet dans le temps, concurrence d'autres messages...). Sur ce point, un nombre impressionnant de travaux, théories ou expériences conteste que la manipulation soit imparable. Et surtout qu'elle soit simple. La majorité des écrits sur la question semble vouloir réfuter le mythe fondateur des masses fascinées et contrôlées. Cette tendance des chercheurs s'appuie à la fois sur la complexité du processus de persuasion, et sur l'équivoque de son effet. La faculté de persuader n'est pas une propriété inhérente à certains mots disposés d'une certaine façon ni à certaines images qui agiraient directement sur notre inconscient : chacun interprète à sa manière, voire résiste au message en fonction de la foi qu'il accorde à sa source, de son propre code d'interprétation et de bien d'autres facteurs. Cela ne signifie pas que publicité et propagande soient inefficaces, ni que nous soyons indemnes des risques de manipulation. Simplement il n'existe aucune certitude automatique quant au succès de « techniques » de persuasion.

La citation de Platon : (cet art de persuader) « *Surpasse de beaucoup tous les autres arts et c'est de loin le meilleur : car il asservit toute chose par le consentement et non par la violence.* » *Gorgias*.

Le livre : R. Bautier, *De la rhétorique à la communication*, PUG, 1994.

PROPAGANDE

La propagande est bien la technique de propagation que suggère son étymologie (la congrégation de cardinaux « de *propaganda fide* » chargés de propager la « vraie foi » au XVI^e siècle). Mais, au fil du temps, propagande prendra le sens de « bourrage de crâne » (mensonges officiels, slogans simplificateurs, et mobilisation des esprits), voire de direction de l'opinion par des informations sinon fausses du moins orientées.

Ainsi, la notion élargie de propagande évoque à la fois celle de rhétorique (techniques pour convaincre par le raisonnement et par l'émotion) mais à l'échelle de populations entières, celle d'endoctrinement (intérieurisation d'un dogme et soumission des membres à la communauté), de manipulation (amener quelqu'un à désirer ce que l'on veut sans qu'il en soit conscient). Elle recouvre enfin un aspect de la guerre de l'information : gagner des sympathisants, déprécier et décourager un adversaire.

Pour ce faire, la propagande mobilise les moyens les plus répétitifs, les plus attractifs, les plus persuasifs. Elle doit multiplier les croyants en une cause, en un parti, en un régime, en une religion, bref en une idée... Elle propage d'abord un contenu. Il peut s'incarner en une doctrine ou en un slogan simplificateur, fût-ce « mort aux vaches ! ». Suivant le cas, le discours de la propagande se fonde sur des faits vrais, faux ou invérifiables (« Dieu est avec nous »). Il débouche souvent sur une proposition d'action au moins implicite (ne serait-ce que « soutenez notre juste cause »). Il tranche surtout du bien et du mal.

La propagande suscite également inimité et communauté. L'inimité oppose le « propagandé » convaincu au groupe et à la propagande adverses. Ce qui peut pousser à inventer des ennemis imaginaires (le supposé complot hitléro-trotskyte en URSS)... La

propagande s'oppose à un autre discours, qu'elle qualifie elle-même de propagande et de mensonge. Foi partagée, s'adressant plus à un groupe qu'à un individu, la propagande provoque la fusion avec l'ensemble des croyants. Qui dit propagande dit multiplication, art de faire adhérer ensemble, production du consensus, groupe rassemblé autour de ses certitudes...

Les recettes sont éternelles : diaboliser l'ennemi, tout expliquer par une cause unique, répéter et simplifier, réactiver les sentiments et stéréotypes les plus élémentaires, jouer de la peur, de l'autorité et du grégarisme. Mais cela ne veut pas dire que sa forme est immuable. L'art de convaincre les masses dépend des idéologies qui le mobilisent et des technologies qui le concrétisent. Une histoire des idées contagieuses suppose une histoire des moyens de contagion. On ne convainc pas de la même façon des foules rassemblées ou des audiences planétaires. Les chants et affiches n'agissent pas comme les images numériques et les rumeurs en réseaux. Faire adhérer des militants à une utopie politique n'est pas faire s'indigner le public planétaire d'une horreur exotique.

La citation d'E. Bernays : « *Si nous comprenons les mécanismes et les mobiles propres au fonctionnement de l'esprit de groupe, il devient possible de contrôler et d'embrigader les masses selon notre volonté et sans qu'elles en prennent conscience. La manipulation consciente et intelligente des habitudes et des opinions organisées des masses est un élément important dans une société démocratique. Ce mécanisme invisible de la société constitue un gouvernement invisible qui est le véritable pouvoir dirigeant de notre pays. Ce sont les minorités intelligentes qui se doivent de faire un usage systématique et continu de la propagande.* » *Propaganda*, 1928.

Le livre : S. Tchakhotine, *Le viol des foules par la propagande politique*, Gallimard, 1933.

RUMEUR

La rumeur est souvent présentée comme « le plus vieux média du monde » puisque le bouche-à-oreille, le cancan, le potin, le commérage, le bruit, souvent la médisance seraient nés avec le langage. Pour définir la rumeur, ajoutons :

- qu'elle doit porter sur l'énoncé d'un fait (« X a fait Y », « en réalité Z a fait ceci pour tel motif caché », « il existe tel risque qu'on nous dissimule ») et non d'une simple opinion, même injurieuse sur une œuvre, une réalisation ou un individu (« c'est nul » ou « Machin est un salaud ») ;
- qu'elle est censée révéler quelque chose qu'ignorait l'interlocuteur. Il va peut-être devenir à son tour propagateur de la rumeur ; le plus souvent celle-ci se présente comme la révélation d'un secret que certains tenteraient d'étouffer. Comme dans *X-files* : la vérité est ailleurs ;
- qu'elle suppose un incessant passage de l'information : celui qui l'a reçue la retransmet, parfois en l'enjolivant, et en ajoutant son propre commentaire ;
- qu'elle n'est pas nécessairement mensongère ou erronée. Il existe des rumeurs sur des faits vrais tenus sous silence par les initiés ;
- qu'elle se caractérise par son origine : elle provient toujours « de source sûre », mais surtout non officielle, ce qui sous-entend que le contenu de la rumeur, à ses débuts au moins, est une information rare donc précieuse. Elle est valorisante pour celui qui la possède. En revanche, il arrive que les médias ou les « sources officielles » rendent compte d'une rumeur, ne serait-ce que pour la démentir ;
- qu'elle peut être lancée souvent pour porter préjudice à un individu ou à une institution, mais aussi par jeu (canular ou plaisanterie), par naïveté

- ou par bêtise, voire dans le dessein d'avertir ses contemporains d'un risque ou d'un scandale ;
- que si la méchanceté ou la diffamation ne font pas partie de la rumeur, on aurait du mal à citer des rumeurs élogieuses ;
- que, de la même façon, si la rumeur peut porter sur n'importe quoi, elle tend à revenir sur les mêmes thèmes : l'argent, la maladie, l'empoisonnement, les complots des puissants, les groupes dans l'ombre, les grands événements en réalité truqués, les objets les plus innocents qui cacheraient un sens dissimulé ou un péril caché, la mort des gens célèbres et bien entendu le sexe ;
- que, souvent, la rumeur fournit une explication d'apparence rationnelle donc rassurante à des faits dûs au hasard ;
- que la pluralité des sources d'information ou les efforts de transparence ne l'empêchent pas, au contraire ;
- que les nouvelles technologies (et en particulier Internet où il est si facile de devenir émetteur à son tour) ne freinent pas les rumeurs...

La citation de J.-N. Kapferer : « *La rumeur exprime un phénomène défini par sa source (non officielle), son processus (diffusion en chaîne) et son contenu (c'est une nouvelle, elle porte sur un fait d'actualité).* »

Le livre : J.-N. Kapferer, *La rumeur, le plus vieux média du monde*, Denoël, 1987.

QUELQUES IDÉES CONTAGIEUSES

ALTERMONDIALISME

L'altermondialisme ne se veut pas (ou ne se veut plus) l'ennemi d'une école de pensée qui serait le mondialisme. Il se présente comme un contre-projet visant à freiner un mouvement historique inéluctable. De là une trilogie : déconstruction, alternative, initiative.

La déconstruction doit « démasquer » l'illusion libérale selon laquelle le monde du marché et de l'égoïsme serait le seul naturel ou le « seul possible ». Mais ce « dévoilement » se fait au prix d'une première ambiguïté. La critique hésite entre dénonciation du complot des puissants – action délibérée des maîtres du monde – et protestation presque existentielle contre le triomphe du marché comme tendance historique lourde et catastrophique.

L'alternative propose un contre-modèle. D'où nouvelle ambiguïté. D'un côté, l'appel à l'utopie, l'espérance d'un monde sans violence ni égoïsme. De l'autre, la nostalgie du temps où l'État providence gérait l'intérêt général.

L'initiative, enfin, se veut perpétuelle et inventive. Son spectre va de la réflexion théorique sur la taxe Tobin aux actions ciblées sur une marque, un danger précis. La capacité de coordination et d'action « en réseaux » des altermondialistes permet de promouvoir leurs thèmes et de se regrouper. Mais le succès se paie d'une troisième ambiguïté : les valeurs « alter » écologiques, égalitaires, « douces », de protection ou de diversité gagnent tout le corps social, au moins à titre

de référence idéale. De ce fait, l'altermondialisme acquiert une autorité morale dont témoigne l'introduction des préoccupations de durabilité et d'égalité dans la rhétorique de l'entreprise. Dans le même temps, il refuse la compromission avec le système.

Il prétend à la fois lutter contre des relations de pouvoir (la dictature exercée par le G 8, l'OMC...), contre des changements culturels (la disparition d'une certaine diversité), contre les inégalités structurelles et contre les périls écologiques. Cela permet à chacun de s'approprier la part du « message » qui lui convient et de monter son altermondialisme imaginaire.

Surtout la notion de lutte contre une « mauvaise » mondialisation occulte le flou de ladite mondialisation. Selon le cas, on lui reproche la brutalité d'une évolution historique par l'intensification des échanges (et, en ce cas, elle a sans doute commencé avant l'Empire romain), l'abaissement du pouvoir de l'État débordé par des flux financiers, informationnels, technologiques voire humains qu'il contrôle mal ou enfin la puissance du capitalisme financier.

La citation de J. Baudrillard : « *Qui peut faire échec au système mondial ? Certainement pas le mouvement de l'antimondialisation, qui a pour objectif de freiner la dérégulation. L'impact politique peut être considérable, l'impact symbolique est nul... Ce qui peut faire échec au système, ce ne sont pas des alternatives positives, ce sont des singularités.* », *Manières de voir*, 2004.

Le livre : *Altermondialistes du monde entier unissez-vous*, *Le monde diplomatique*, Manière de voir, 2004.

ANTI (PRÉFIXE)

Sauf les increvables antifascisme et antiracisme, plus petits communs dénominateurs de la gauche de tradition (d'autant plus rassembleurs que personne ne se déclare ouvertement fasciste ou raciste), les mots commençant par anti (et finissant souvent par isme) sont en perte de vitesse. Il est même conseillé sous peine d'apparaître archaïque de se défendre de professer l'anticapitalisme des années 1960-1970, l'antisionisme extrême vite suspect d'antisémitisme, l'antieuropéisme. Bref, il faut toujours lutter mais sans ennemi trop précis (à la rigueur : l'ultra-libéralisme ou l'intolérance).

En revanche, tout ce qui est précédé du préfixe alter (altermondialisme, alternative) ou tout ce qui prétend penser, gouverner, produire autrement, tout ce qui nous affirme qu'un autre monde, une autre mondialisation, une autre économie sont possibles, tout ce qui nous appelle à reconnaître, respecter, découvrir l'Autre est assuré du succès médiatique. Ces formulations vagues ont un double avantage. Le nostalgique peut satisfaire son regret du « soyons réalistes, demandons l'impossible » et persévérer dans l'esprit d'utopie, sans présenter un contre-modèle pouvant s'incarner de façon déplaisante. Quant aux réalistes, ils se rassurent en se disant que tant d'altérité pourrait bien dissimuler beaucoup de timidité.

Mais de tous les « anti », le plus décrié est l'antiaméricanisme, alors que personne ne serait capable de définir ce qu'est l'américanisme. « Je ne suis pas antiaméricain, mais... » est un leitmotiv honteux. Pourtant, nul ne songerait à reprocher son *antisaoudisme* à celui qui désapprouve les lapidations ou le voile des femmes ni à condamner pour *antirussime* viscéral le critique de Poutine et

l'adversaire de la mafia russe. La vaste catégorie « anti-américanisme » recouvrirait des attitudes culturelles diverses : mépris aristocratique envers une société égalitaire, crispation populiste du ronchon à béret basque, ressentiment du ringard dépassé par la modernité voire, (cf. la citation) antisémitisme honteux de celui en quête de bouc émissaire. Aggravant son refus de l'universalité par son agressivité paranoïaque, l'anti-américain symbolise la redondance de l'odieux par le pitoyable.

Grâce au concept d'anti-américanisme les critiques qui s'adressaient initialement à la politique de Bush, qui au système économique, qui aux industries culturelles, se trouvent philosophiquement unifiées par leur objet imaginaire et psychologiquement ridiculisées par leur cohabitation supposée dans les mêmes têtes trotskysto-souverainistes. Avantage collatéral : cette façon de voir suggère que l'anti-anti-américain est un anticonformiste. Il est ainsi rebelle à peu de frais.

La citation de A. Adler : « *Si Engels disait que l'antisémitisme était le socialisme des imbéciles, l'anti-américanisme français est une version politiquement correcte de l'antisémitisme. Après la Seconde Guerre mondiale, il n'est plus possible en France de dire contre les Juifs tout ce que les gens aimeraient pouvoir dire, mais contre les Américains, on peut presque tout dire.* » *Courrier International*, 11 octobre 2002.

Le livre : P. Roger, *L'ennemi américain Genèse de l'anti-américanisme français*, Seuil, 2002.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans les années 1970, les premières inquiétudes écologiques se nourrissaient de projections terrifiantes. Ainsi, celles du Club de Rome anticipaient la croissance de la population, de la pollution et de l'activité économique et annonçaient pour un proche avenir un non moins inquiétant épuisement des matières premières et de l'énergie. Certains en concluaient à la nécessité de limiter la croissance, voire à la croissance zéro. Ce slogan inquiétait les pays du Sud peu désireux d'avoir à s'arrêter aux portes de la prospérité sans en avoir goûté les fruits.

En 1987, à l'occasion d'une réunion de l'ONU, le rapport Brundtland lance l'idée du développement durable (certains préfèrent « soutenable », c'est-à-dire qui pourrait être supporté par l'environnement sur le long terme). Un développement qui répond aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Il s'agit donc d'établir un compromis entre maintenant et demain, Nord et Sud, pérennité et justice, intégrité de l'environnement et besoins des générations à venir, souci du bien-être et de l'égalité, sécurité et efficacité, croissance et absence de destruction irréversible. Cette stratégie de réconciliation préconise la gestion prudente des ressources non renouvelables – le capital naturel – conciliable avec la plus grande prospérité possible. D'où un impératif : réduire les risques et les effets de la puissance. La notion se retrouve en arrière-plan de beaucoup d'idées : principe de précaution, gouvernance globale, fossé Nord-Sud.

Sauf à adhérer au principe « après moi le déluge », ou, à moins, au contraire, de prôner la « décroissance durable », tels certains écologistes partisans d'une réduction urgente de la consommation, quantitativement (mais, ajou-

tent-ils, pas qualitativement), il est difficile de s'opposer au développement durable. Le problème commence avec son interprétation. Les uns en retirent une vision quantitative et utilitariste de l'économie (croissance de la production et progrès continu), mais corrigée d'une raisonnable prudence, et du respect des équilibres. Les plus optimistes voient même un avantage concurrentiel dans ces stratégies. Les autres déduisent du principe de précaution une justification de tous les modèles alternatifs. Surtout le projet suppose un arbitrage entre la rationalité économique classique (maximiser production et profits) et le souci écologique et éthique. De même, il implique de résoudre des conflits d'intérêts qui ne sont pas seulement entre générations vivantes et à venir, mais aussi entre acteurs du présent. Il se pourrait donc que le développement durable ne soit qu'une façon de redécouvrir un des plus vieux problèmes de la philosophie politique : celui de l'intérêt général.

La citation du Rapport Bruntland : « *Pour répondre aux besoins essentiels, il faut réaliser tout le potentiel de croissance ; le développement soutenable nécessite de toute évidence la croissance économique là où ces besoins ne sont pas satisfaits. Ailleurs développement et croissance économique sont compatibles, à condition que le contenu de celle-ci respecte les principes que sont la soutenabilité et la non-exploitation d'autrui.* » 1992.

Le livre : R. Passet, *L'économie et le vivant*, Payot, 1979.

ÉTHIQUE

S'il fallait à toute force trouver une différence entre morale et éthique, il faudrait mettre la première du côté de la loi et des normes qui régissent la conduite, la seconde (au-delà du sens de la discipline philosophique qui étudie la morale) ressortissant plutôt à l'attitude ou au désir de produire le Bien. Cette acception plus individualiste et plus orientée sur le « souci » éthique (davantage en tout cas que sur l'espérance de récompenses dans un autre monde ou sur l'obéissance à un dieu) prédomine : éthique évoque davantage la bonne volonté et l'estime de soi que la discipline et l'obéissance. Les prescriptions morales varient suivant les époques ou les latitudes. Elles peuvent recommander ici de tuer un homme qui vous a mal regardé, là d'arriver vierge au mariage, ailleurs de ne pas écraser un moucheron. En revanche la référence obsessionnelle que fait notre époque à l'éthique mérite examen.

L'éthique dominante s'oriente sur l'accomplissement de soi et sur le principe général de respect et tolérance (ne faire de mal ni à la nature ni aux autres hommes, n'exercer aucune violence ni discrimination...). Quitte à contredire le caractère ascétique, rigoriste, traditionnel, austère, contraignant qui était associé au mot « morale ».

De la bioéthique à la charité spectacle, du perpétuel appel à la solidarité à la référence constante aux « autorités morales », de la prolifération des codes déontologiques aux prescriptions sécuritaires et hygiénistes qui régissent notre façon de nous alimenter, de ne pas fumer, de ne pas polluer... Politique et économique se réfèrent à une finalité éthique, par nature supérieure. Certains ajoutent qu'à long terme le respect de l'éthique est générateur de consensus donc plus efficace que la force en politique. Voire qu'il est économiquement

rentable. Tel est le discours de l'entreprise « responsable et éthique » bardée de normes et de certifications, débordant de bonne volonté. La thématique de la responsabilité (faire que les conséquences de ses actes contribuent le moins possible au mal du monde) l'emporte sur celle du devoir pur. L'impératif éthique (être solidaire et respectueux) et l'impératif économique (être rentable) restreignent le champ du politique. Par ailleurs ce grand retour de la morale (au moins comme discours public) s'appuie sur la multiplication des droits : l'éthique consisterait alors non dans le respect d'interdits qui concrétiseraient une loi divine ou naturelle, mais dans le constat de droits inhérents aux différents sujets : les individus, la Nature, les communautés... L'éthique peut ainsi coexister avec la permissivité dans le domaine des mœurs et le culte du bonheur, ce qui choque le moraliste à l'ancienne, mais fonctionne parfaitement comme système de motivation de l'individu postmoderne.

La citation de G. Lipovetsky : « *Il y a peu nos sociétés s'électrisaient à l'idée de libération individuelle et collective, la morale étant assimilée au pharisaïsme autant qu'à la répression bourgeoise. Cette phase a vécu : tandis que l'éthique retrouve ses lettres de noblesse, une nouvelle culture est en place qui n'entretient plus que le culte de l'efficacité et de régulations sages, de la réussite et de la protection morale...* »

Le livre : G. Lipovetsky, *Le crépuscule du devoir. L'éthique indolore des nouveaux temps démocratiques*, NRF, 1992.

HUMANITAIRE

C'est d'abord un adjectif dont le sens est proche de « philanthropique » et souvent accolé à des organisations non gouvernementales. Ainsi la Croix Rouge fondée au XIX^e siècle et qui se donne pour but de soigner toutes les victimes dans les guerres entre États agit au nom de la commune humanité qui nous rapproche de notre semblable et nous enjoint de l'aider. Cette notion de compassion solidaire est comme une version laïque de la vertu de charité. Puis dans la période des grandes désillusions idéologiques, les dernières décennies du XX^e siècle, avec la prolifération et la montée en puissance des ONG, l'humanitaire devient un domaine de l'activité internationale : on travaille « dans l'humanitaire » comme on rentre en politique. L'idéal, aider les hommes au nom de notre plus petit commun dénominateur – notre capacité à imaginer leur souffrance et à y compatir – devient une idéologie minimale : il faut diminuer le mal fait à ce corps, ici et maintenant. Elle remplace les lendemains qui chantent. Elle permet, comme dans le cas de réaction au tsunami asiatique de 2004, de se convaincre de l'émergence d'une conscience planétaire. L'humanitaire ainsi « substantifié » devient vite un impératif pour le politique, enclin, soit par conviction soit pour complaire aux médias, à lancer des opérations humanitaires, à créer des couloirs humanitaires ou à soulager des crises humanitaires. Avec l'avantage annexe qu'être toujours du côté des victimes, peut servir de politique de substitution : la « diplomatie humanitaire », théoriquement neutre, intervenant en cas de catastrophe mais aussi de conflit infra-étatique (guérilla) permet de sauter par-dessus l'obstacle de l'État-nation. Et favorise des influences.

Un pas de plus est franchi avec la revendication d'un « droit d'ingérence humanitaire » qui, au nom de l'urgence et de l'horreur, récuse le principe de souveraineté. Il fait obligation à la communauté internationale de mener des guerres pour sauver des vies comme au Kosovo en 1999. Avec pour second paradoxe d'aboutir au bout de quelques années à ce qu'il était censé empêcher : un État mono-ethnique de fait. Le « souci humanitaire », avec la bonne gouvernance, le marché, la société de l'information, et la démocratie représentative fait désormais partie du programme d'élargissement (*enlargment*) du modèle occidental. Sans céder aux facilités du soupçon idéologique (l'humanitaire instrumentalisé ou alibi) rappelons que les promoteurs de la guerre en Irak, dont les néo-conservateurs, défendent le principe de la guerre « préemptive » : intervenir avant qu'il ne soit trop tard contre des États détenteurs d'armes de destruction massive, amis du terrorisme et ennemis des droits de l'homme. Ces guerres au nom de ceux que l'on bombarde – pour les délivrer de leurs tyrans – se réclament de façon explicite des principes humanitaires.

La citation de J-C. Rufin (Action contre la Faim) : « *Le rêve humanitaire accompagne le lent cheminement de pensée du public occidental. L'espoir, d'abord placé dans l'au-delà de la vie éternelle, puis dans la réforme de cette terre, gît maintenant dans l'espace immédiat du subliminaire, dans ce que nous voyons, qui est ici et aujourd'hui.* »

Le livre : J-C. Rufin, *Le piège Quand l'aide humanitaire remplace la guerre*, Lattès, 1986.

LIBÉRALISME, NÉOLIBÉRALISME

Aux formes classiques du libéralisme :

- *économique* qui considère le marché comme capable de maximiser la satisfaction des besoins en biens et services et l'intérêt privé comme le meilleur garant de l'intérêt général ;
- *politique* qui souhaite un État réduit à ses fonctions essentielles et lui préfère systématiquement l'initiative des individus ;
- *philosophique* ou culturel qui prône le droit à rechercher la vérité par ses propres voies ;

s'est ajouté le néolibéralisme, ou plutôt l'utilisation polémique du terme ou d'« ultra-libéral ». Le terme est employé de façon péjorative, surtout par les altermondialistes dont beaucoup analysent paradoxalement la « mondialisation néolibérale » comme une défaite idéologique de leur camp face à une stratégie volontariste de droite.

L'avènement du néolibéralisme est marqué dans les années 1970-1980 par un double phénomène intellectuel et politique. Sur le plan théorique, des idées comme celles de Hayek ou de Milton Friedman et de l'École de Chicago connaissent un succès surprenant. Elles bénéficient du discrédit qui frappe les théories marxistes, sociales-démocrates ou keynesiennes et, de façon plus générale toute espérance en une reconstruction rationnelle de la société humaine. En politique, la stratégie offensive de dirigeants comme Margaret Thatcher ou Ronald Reagan lance un vaste mouvement de déréglementation, donc de déconstruction de l'État providence dont la pérennité semblait pourtant admise, y compris à droite.

Le néolibéralisme représente d'abord le succès d'idées longtemps ultra-minoritaires, mais qui trouvent très vite des relais et des vecteurs en se présentant comme une espérance alternative aux « vieux » dirigismes. Le programme du nouveau

libéralisme est moins de supprimer les obstacles à un marché parfait auquel il ne croit guère que d'établir la concurrence dans tous les domaines. Cette stratégie offensive est relayée par les organisations internationales de type FMI, OMC, Banque Mondiale (bêtes noires des altermondialistes). Elle est en synergie avec la fluidité croissante des capitaux financiers qui favorise le règne de la concurrence mondiale et l'impératif de rentabilité. La montée du néolibéralisme est une victoire sur le politique par des moyens politiques.

Il s'est imposé par une méthode quasi bolchevique de conquête de l'État et de son appareil idéologique. C'est une autre bizarrerie que d'avoir ainsi prétendu incarner une révolution dans le sens de l'Histoire, plutôt que de s'être imposé « naturellement » par la démonstration – évidemment impossible à administrer – de la supériorité de la libre initiative. Ce « seul monde possible » qui se justifie de la fatalité de l'économie ne constitue en rien une revanche du réel sur les utopies : il est né dans les livres et dans les bureaux.

La citation de F. Hayek : « *C'est la soumission de l'homme aux forces impersonnelles du marché qui, dans le passé, a rendu possible le développement d'une civilisation qui sans cela n'aurait pu se développer ; c'est par cette soumission quotidienne que nous contribuons à construire quelque chose qui est plus grand que ce que nous pouvons comprendre.* »

Le livre : S. Halimi, *Le grand bond en arrière. Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde*, Fayard, 2004.

POLITIQUEMENT CORRECT

L'expression est ambiguë. En France, elle permet de dénoncer un adversaire intellectuel et de faire ressortir a contrario combien on tiendra soi-même des propos dérangeants et anticonformistes. Trouver quelqu'un de politiquement correct est aussi difficile dans notre pays que de croiser un ultra-libéral ou un partisan de la pensée unique qui s'avouent comme tels.

Aux USA, le *Politically Correct*, parfois désigné par son sigle « PC », est une langue, particulièrement répandue dans les universités. Là-bas, plus personne de « PC » ne se risquerait à parler d'un nabot mais d'un *verticalement défié*, et chacun sait qu'un mort obèse est une personne *non vivante différemment proportionnée*. On imagine mal une traduction d'Astérix dans le même idiome : « Elles sont mentalement défiées, ces personnes d'origine résidentielle transalpine, Astérix ? » ou « Gros ? Je suis corporellement défini selon des normes autonomes ». D'euphémismes en périphrases, le PC multiplie les manières de ne pas dévaluer une « différence » du coup, monstrueusement importante.

Il suscite deux critiques principales. L'une, plutôt de droite, l'accuse de se repaître des restes idéologiques du marxisme et du tiers-mondisme pour nourrir son obsession égalitaire. L'autre, plutôt de gauche, lui reproche un maccarthysme à l'envers. Qu'on se rassure : elles ont raison toutes les deux. Le PC pratique donc une censure, mais différente de celle de la novlangue imaginée par Georges Orwell (la langue de 1984 où il n'existe pas de mots pour énoncer les idées interdites), différente de celle de la vieille langue de bois (faite elle pour ne célébrer que la juste doctrine) ; une autocensure et joue du sentiment de culpabilité, la faute consistant à employer des mots

« discriminants », manifestations et sources de pensées coupables. Comment se défendre, si l'on ne possède pas de mots licites pour plaider sa cause ? Celui qui formate le vocabulaire, formate l'esprit. De surcroît, le PC tend à faire croire que tout est affaire de mentalités (de tolérance) et non d'intérêts et de domination et qu'il suffirait de bons sentiments.

Le PC est aussi puritainement correct ; ce n'est plus la lubricité qui est condamnée mais l'orgueil des dominants, avec les mêmes hypocrisies que l'on maudissait autrefois la lubricité. Il y a sans doute de la volupté à se proclamer si respectueux de toutes les différences et en même temps si menacé de pécher d'un mot...

Et comme de désigner ou de qualifier (ce qui, on l'admettra, est une des fonctions normales des mots) à classer, voire à évaluer, il n'y a qu'un pas, tout locuteur vit entre faute et rédemption, au risque de devoir s'excuser d'avoir pu penser ce qu'il n'ose énoncer.

La citation de G. Orwell : « *Le but du novlangue était non seulement de fournir un mode d'expression aux idées générales et aux habitudes mentales des dévots de l'angsoc, mais de rendre impossible tout autre mode de pensée.* » 1984.

Le livre : R. Hughes, *La culture gnangnan*, Arléa, 1994.

PRÉCAUTION (PRINCIPE DE)

Il est défini par la loi du 2 février 1995 « *l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable* ». La prudence scientifique répugne à exclure toute possibilité de catastrophe. Le principe de précaution, lui, renverse la charge de la preuve : ne plus considérer l'absence de démonstration du danger comme indice rassurant, valant permission de faire, mais exiger la certitude que le scénario du pire est impossible.

Poussé à l'extrême, cela équivaut, avant toute initiative, à attendre la démonstration d'une innocuité absolue. Une telle preuve est impossible à administrer, à la fois parce qu'il faut bien arrêter quelque part la chaîne des conséquences envisagées, et parce qu'il n'y a pas moyens d'échapper au problème de la connaissance future : ce qui sera découvert demain révélera peut-être des dangers nés aujourd'hui, mais y apportera peut-être aussi des solutions. La réduction d'incertitude à venir, ou l'éventualité d'une future contestation des hypothèses d'aujourd'hui, plus l'interférence de facteurs encore virtuels et inconnus : tout cela constitue un cycle que personne ne maîtrise.

Le principe de précaution traduit le sentiment d'une responsabilité non mesurable à l'égard du futur. Il n'est ni la prudence qui recommande de tout calculer, ni la prévision qui tente de minimiser des risques connus, il érige l'inconnu en principe d'urgence. L'hypothèse la plus sombre jouit du privilège d'être tenue pour valide jusqu'à être définitivement controuvée. La nécessité d'un choix

immédiat contredit l'incapacité de trancher. La catastrophe absolue, éventuellement l'autodestruction de l'Homme, devient le point de fuite de cette perspective terrifiante. Penser l'abominable demande à calculer l'impensable.

D'où la contradiction du principe :

- soit il réintroduit subrepticement un critère de foi en l'expertise : il faut alors lui faire crédit de distinguer les risques qui restent bénins, rares ou réversibles, et ne pas exclure les avancées techniques qui pourraient apporter leurs propres remèdes. Ou au minimum, il faut attendre des experts qu'ils déterminent quels risques, non mesurables, sont d'une gravité telle qu'il est inacceptable de les courir. La « science » est convoquée à la fois comme suspecte et comme experte : elle doit mesurer ce dont l'existence ou la causalité même sont douteuses. Bref, il faut recourir à l'estimation du raisonnable et du vraisemblable, et le principe de précaution rejoint les prescriptions de la vieille prudence.
- soit le principe amène à un interdit qui, appliqué à l'époque, aurait empêché le néandertalien d'inventer le feu s'il avait songé qu'il servirait à brûler les sorcières.

La citation de F. Ewald : « *Il s'agit d'assurer la continuité de l'avenir eu égard au passé. Le principe de précaution est contre-révolutionnaire. Il a prétention à limiter l'innovation dans un cadre de progrès sans rupture.* » Article catastrophe in *Encyclopedia universalis*.

Le livre : O. Godard, C. Henry, P. Lagadec, E. Michel-Kerjan, *Traité des nouveaux risques*, Gallimard, 2002.

TECHNOPHILIE

Technophiles et technophobes s'opposent sur les relations entre monde réel et monde virtuel au XXI^e siècle comme se déchiraient dans la Byzance du VIII^e siècle, iconoclastes et iconodules à propos du rapport entre monde divin et représentations imagées.

Les technophiles pensent la technologie déterminante en dernière instance : sur elle, devront se modeler mentalités et institutions. C'est une force nécessairement libératrice : les anciennes limitations que nous imposaient nos capacités physiques, mentales ou sociales seront dépassées.

Pour ses partisans, la technique prolonge les pouvoirs de nos sens et de nos esprits. Sur l'air du « *demain on pourra...* » : *demain on pourra* communiquer plus vite, accéder instantanément à l'objet de son désir, explorer toutes les archives, échapper à toutes les censures, réunir tous les cerveaux, se dispenser de toutes les pesanteurs de la matière. Ce projet trouve sa forme dans une société de l'information technicienne et libertaire à la fois. Face à eux, les catastrophistes pensent en termes de perte : perte d'humanité au profit de la raison instrumentale, perte de distance critique au bénéfice de la fascination, perte d'identité dans un monde de virtualité, perte de la réalité remplacée par le spectacle, perte de la liberté soumise aux logiques techniques, perte de l'écrit vaincu par l'écran,... Le technophile, certain d'être dans le sens de l'Histoire, ignore les objections, qu'il attribue à l'ignorance, ou à une mentalité archaïque. Débordant de bonne volonté, il ne manque pas de faire remarquer à son contradicteur qu'il a tout loisir de s'exprimer, voire de créer des communautés virtuelles de cyber-ronchons. Il argue qu'il y a place pour celui qui veut s'ouvrir sur l'universel et pour celui qui veut se renfermer dans

les frontières de son clan, que le cybermonde accueillera tout y compris son discours critique. Le refus des nouvelles technologies lui apparaît comme une affaire de goût ou de culture, tendance condamnée à long terme, raidissement ou crise d'adaptation. L'utopiste, habité d'un esprit messianique, tente de faire partager l'enthousiasme que lui inspire toute annonce d'une innovation technologique. Il ne voit donc guère de péril dans l'opposition tant il se sent en phase avec l'Histoire.

Le catastrophiste, lui, raisonne en termes de lutte et s' imagine en résistant au système. Il dénonce une idéologie adverse de celle de l'inauthenticité. Car, s'il craint la perte de notre autonomie ou de nos capacités, le catastrophiste analyse souvent le discours technophile comme un langage de pouvoir, destiné à dissimuler des rapports de force sous forme d'un projet universel.

La citation de A. Finkielkraut, « *Bouclé dans sa demande, livré à la satisfaction immédiate de ses envies et de ses impatiences, prisonnier du zéro délai, l'homme de la télécommande n'est pas condamné à être libre, il est condamné à lui-même par sa fatale liberté.* »

Le livre : A. Finkielkraut, P. Soriano, *Internet inquiétante extase*, Mille et une nuits, 2001.

TECHNOPHOBIE

Ce mot récent désigne une peur de la technologie (ici prise non au sens de « l'étude des techniques » mais de l'ensemble de ces techniques, en particulier les TIC). Technophobie est souvent utilisé pour moquer ceux qui sont incapables de se servir de leur ordinateur, ou développent des craintes irrationnelles à propos d'Internet. En fait il y a plusieurs degrés dans cette « aversion ». L'une se signale par l'incapacité ou le choix de ne pas utiliser les TIC dans sa vie. À ce stade, il s'agit d'un trait de caractère ou de comportement d'un individu qui surfe ou pas sur Internet, préfère ou pas écrire à la main...

Une seconde forme de technophobie porte un jugement général sur l'utilité des TIC. Certains, par exemple, insistent sur les dangers de la Toile – risque d'escroquerie, prolifération de la pornographie ou des discours extrémistes, possibilité de pannes en chaîne, d'espionnage de la vie privée... À un autre degré seraient technophobes – à tort ou à raison – ceux qui se montrent sceptiques sur toutes les merveilles qu'espèrent les « technophiles », confiants en l'avènement de la société de l'information : gains de productivité, nouvelle économie, disponibilité du savoir, cyberdémocratie dans le « village global », nouvelles possibilités d'expression et de culture. Cette technophobie-là relève d'une certaine évaluation des bienfaits ou méfaits des développements futurs de la technique et de leurs conséquences sociales, politiques... La différence entre « pour » et « contre » porte sur la vraisemblance d'événements auxquels tous deux portent globalement le même jugement.

Resterait une technophobie suprême « de principe » : celle qui rejette la notion même d'une progression des techniques. Voir l'attitude de

certaines écologistes qui condamnent comme manifestation d'une avidité inutile toute action de l'homme pour accroître ses pouvoirs. D'autres dénoncent dans les nouvelles technologies non pas un accroissement de nos capacités mais un asservissement ou une aliénation. Ils s'en prennent au caractère inauthentique du monde des réseaux : fausse égalité, fausse démocratie, faux savoir, faux rapport avec les autres, bref fausses promesses et vraie aliénation. Manifestant par là la nostalgie de ce qu'ils croient disparaître : l'expérience commune de la durée et de ses rythmes, celle du territoire qui permettait à chacun de se situer entre proche et lointain, celle de la mémoire partagée, celle de l'identité. Tout cela serait menacé à l'heure des avatars cybernétiques, des communautés virtuelles et des choix de vie changeants...

La querelle des technophiles et des technophobes rappelle des querelles plus anciennes : pour ou contre l'image dans les religions monothéistes, pour ou contre le théâtre au XVIII^e siècle (la querelle du spectacle), pour ou contre les mass media au XX^e...

La citation de P. Virilio : « *Les autoroutes de l'information sont liées à un phénomène de feed-back, de rétroaction. Nous sommes devant un phénomène d'interactivité qui est potentiellement en mesure de priver l'homme de son libre arbitre pour l'enchaîner à un système de questions-réponses qui est sans parade... Bien sûr il y a la possibilité d'échanges nombreux et renouvelés, mais il y a, dans le même temps, la menace d'une emprise sur les sociétés qui est absolument intenable.* » *Cybermonde la politique du pire*, 1996.

La revue : *La querelle du spectacle, Cahiers de médiologie*, n° 1, 1996.

TOLÉRANCE

S'il est un mot qui fait l'unanimité, et une vertu que chacun prétend pratiquer, c'est bien la tolérance à commencer par l'école qui ne cesse d'en promouvoir l'apprentissage. Ce thème unanimiste renvoie à d'autres comme « le respect des différences » et son contraire « la peur de l'Autre ». La tolérance consisterait donc en une attitude psychologique : il ne faut pas éprouver d'hostilité ou de « phobie » à l'égard de celui qui n'a pas la même sexualité, la même couleur, la même nationalité, les mêmes goûts... Les manifestations de l'intolérance sont stigmatisées – voire pénalement réprimées comme délits d'opinion – sous la dénomination de « phobies » : homophobie, judéophobie, islamophobie, voire américanophobie... Serait donc tolérant celui qui se refuse à détester autrui pour ce qu'il est (ou qui ne le craint pas à cause de sa « différence » dérangeante, ce qui n'est pas exactement la même chose). L'intolérance ne serait pas du domaine de l'acte (par exemple interdire ou persécuter) ni de celui du quasi-acte (l'appel à la violence, l'incitation à la haine) mais de celui de l'affect et du système de pensée. Elle est réputée se décliner en mots en isme indiquant une déformation de la pensée : racisme, sexisme, intégrisme, antisémitisme... Poussée à sa limite, cette conception aboutit au devoir de tout aimer ou d'être indifférent à tout, à l'interdiction de déprécier ou de mépriser.

Cette évolution pose deux problèmes. Le premier est qu'à essentialiser ainsi l'intolérance, on finit par une maladie de l'esprit ou un principe magique : « Pourquoi la Shoah ? Parce que le nazisme est intolérant » n'apporte guère sur le phénomène.

Le second est que la tolérance a subi une distorsion par rapport à ses origines historiques : le combat des Lumières et de la raison contre le fanatisme et

la persécution. Pour Voltaire, la tolérance est la contrepartie de l'imperfection de la nature humaine : étant nous-mêmes sujets à l'erreur et déraisonnables, nous ne pouvons nous arroger le droit d'interdire aux autres de professer des inepties. En vertu de ce principe Voltaire se déclare « prêt à mourir » pour que Rousseau ait le droit de continuer à dire des sottises et des contre-vérités. Pour les philosophes du XVIII^e siècle, élitistes, les opinions doivent être tolérées même si et surtout si on les méprise. Et c'est parce que l'on a assez foi en sa raison que l'on refuse d'imposer sa vérité en prohibant l'erreur. La tolérance est de l'ordre des conséquences, non du jugement : ne pas mal agir envers ce que l'on juge mal.

En somme la tolérance de la tradition philosophique affronte sa contradiction : abandonner autrui à l'erreur en estimant que liberté vaut mieux que rectitude, c'est s'interdire à soi-même d'interdire. Cela témoignait d'un respect du sot tandis que la tolérance contemporaine tend à criminaliser l'intolérant présumé. Est-ce un progrès ?

La citation de Voltaire : « *Faites que les petites différences entre tous nos langages insuffisants ne soient pas des signaux de haine et de persécution.* »

Le livre : Voltaire, *Traité sur la tolérance*, 1763.

TOTALITARISME, GLOBALITARISME

Terme apparu dans les années 1930 pour désigner les régimes fascistes, nazis ou bolcheviques hypercentralisés et hyperautoritaires sous contrôle de l'État et du parti. Le totalitarisme supposait la surveillance des citoyens et leur mobilisation idéologique de tous les instants, le monopole du pouvoir politique, médiatique, économique, syndical, associatif... Les analyses du totalitarisme décrivent ses procédés exceptionnels de surveillance et dressage des individus, le point ultime étant *1984* de George Orwell, anticipation d'un monde où même la mémoire truquée et le langage se mettent au service du chef et de l'idéologie. Plus subtilement, des analystes comme Hannah Arendt insistent sur le caractère de révolution permanente du totalitarisme condamné à une fuite en avant pour conformer une réalité toujours trop rebelle à son dessein de monde parfait. Le totalitarisme, c'est la dictature de l'idée.

Dans son *Dictionnaire critique de la mondialisation*, Etienne Tassin a popularisé le néologisme « globalitarisme » : point de rencontre de la société globale et de la société totalitaire. L'idée est que l'extension globale du marché et du profit équivaut à un totalitarisme qui absorberait l'activité humaine au profit de la seule rentabilité. De même que les régimes totalitaires du XX^e siècle ne se contentaient pas d'écraser toute opposition et toute liberté (cela est simplement de la tyrannie) mais voulaient produire un monde nouveau, un individu nouveau et un univers sans alternative ni altérité, de même la globalisation néolibérale aboutirait à détruire ce qui n'est pas de l'ordre du même : ce qui lui résiste politiquement ou culturellement, toute diversité culturelle ou de mode de vie, tout régime ou toute forme d'activité économique qui ne

serait pas rentable. La critique est plus subtile que la dénonciation – telle qu'elle se pratiquait dans les années 1970 – du « totalitarisme doux » des riches et des puissants à travers des parodies de régime démocratique et par le contrôle des esprits.

La dénonciation du globalitarisme suppose celle de l'économisme comme illusion que tout est échangeable donc que tout doit être soumis à l'étalon monétaire, comme volonté de soumettre à sa loi d'airain ce qui lui résiste mais aussi comme discours idéologique pour qui le monde tel qu'il est, est un monde naturel et le seul possible. Si le totalitarisme était lié à l'État doté de frontières et capable de contrôler ce que faisaient et pensaient tous ses citoyens, donc de les enfermer, le globalitarisme – ennemi de l'État, protecteur des marchés nationaux et des droits de ses citoyens – parviendrait, lui, à tout contrôler en faisant tout circuler : marchandises, capitaux, services, connaissances, technologies.

La citation de I. Ramonet : « *Un autre type de totalitarisme, celui des « régimes globalitaires ». Reposant sur les dogmes de la mondialisation et de la pensée unique, ils n'admettent aucune autre politique économique, négligent les droits sociaux du citoyen au nom de la raison compétitive et abandonnent aux marchés financiers la direction totale des activités de la société dominée.* » *Abécédaire partiel et partial de la mondialisation*, 2003.

Le livre : M. Hardt et T. Negri, *Empire*, Exils, 2000.

VICTIME, VICTIMISATION

Néologisme à connotation ironique ou critique, la victimisation est le fait de se présenter comme une victime, pour réclamer des compensations ou droits spécifiques. On connaissait la victime au sens judiciaire, celle qui subit un tort du fait d'un accident ou d'un crime, la victime du sacrifice qui est détruite afin de complaire à une puissance supérieure, la victime de persécutions qui subit une répression judiciaire ou militaire... Mais la multiplication des catégories prétendant à ce statut pour réclamer un droit pose un problème. Il reflète la convergence de deux tendances lourdes.

D'une part, la vision médiatique des conflits favorise la posture de compassion. Elle est ce qui passe le mieux à l'image et suscite les sentiments les plus forts sans besoin d'explication : la souffrance se voit et tient lieu d'argument. Elle aboutit, dans les conflits intra-étatiques comme en ex-Yougoslavie à une sorte de course entre les parties au titre de première victime : gagne celui que l'opinion internationale proclame premier persécuté. La propension à remplacer la politique par l'humanitaire joue dans le même sens.

D'autre part, après le désarroi des idéologies du progrès, la notion de réparation et de prévention des violences et injustices contre des « minorités » victimes fait l'unanimité. Qu'il s'agisse du modèle de l'Holocauste – vite « imité » par d'autres communautés – ou du statut des minorités qui tendent notamment à se multiplier dans l'optique « politiquement correcte » du communautarisme américain : ceux qui parlent au nom des femmes, des gens de couleur, des cultures méprisées, des handicapés, des homosexuels et autres catégories réclament pour eux ce qu'il faut bien appeler désormais le statut envié de victime.

La catégorie a connu une singulière extension. Désormais des notions comme discrimination, diabolisation ou stigmatisation permettent de ranger dans la catégorie tous ceux qui à tort ou à raison estiment pâtir d'un mépris, d'une agressivité larvée, d'une image déplorable, d'un complot médiatique, des stéréotypes culturels dominants... Cela finit par constituer un vaste éventail de victimes, de l'UOIF¹ au Front National, réclamant chacune peu ou prou qui un peu de tolérance pour leur différence, qui des compensations, parfois même la répression des attitudes qui les discriminaient. Dans le même temps, l'emploi critique de la catégorie de la « victimisation », y compris par des féministes, des membres de minorités ethniques ou autres, traduit un agacement justifié à l'égard d'identités qui ne se constitueraient que par référence fantasmatique à une violence subie ou une domination antérieure. Ce perpétuel ressassement d'un grief est source d'une emprise morale qui combine les avantages de la revendication sans responsabilité et de la condamnation morale sans prescription ni obligation.

La citation de P. Sloterdijk : « *Il faut commencer une révision profonde de la catégorie de la victime dont nous sommes tous pénétrés et repenser le champ politique en termes de critique de la raison victimologique. Nous risquons d'être inondés par la peste des ressentiments interminables.* » *Les battements du monde*, 2003.

Le livre : P. Bruckner, *La tentation de l'innocence*, Grasset, 1995.

1. Union des Organisations Islamiques de France.

VILLAGE GLOBAL

L'expression – avec ses variantes « village planétaire » ou mondial – recouvre un lieu commun : nous serions de plus en plus concernés par ce qui se passe partout. Banalité : il va de soi que les conséquences économiques ou financières de ce qui se produit dans d'autres pays, mais aussi celles des changements écologiques, des mouvements des migrants et voyageurs, la circulation instantanée des nouvelles et des modèles culturels, le poids de la politique internationale, etc. ont un impact sur notre vie quotidienne. « Village global » prend des connotations idéologiques, dans la mesure où le terme est utilisé pour justifier une sorte de mouvement de la modernité vers l'unification, mouvement qui rendrait tout « repli identitaire » résolument archaïque. Et un village qui évoque tout à la fois l'universalité et la proximité n'est-il pas rassurant et sympathique ?

Le plus étrange est que l'expression village global a été empruntée à Marshall McLuhan qui lui donnait un tout autre sens. Le sociologue canadien pensait que l'Histoire de l'humanité reflétait ses techniques de communication avec trois grandes phases : l'oral, l'ère de l'imprimé (la « galaxie Gutenberg ») – lié au rationalisme, à l'individualisme, au nationalisme – et enfin celle de l'électricité et de la télévision. Nous –, nous le type humain prédominant à notre époque et déterminé par les médias – reviendrions à un type de sensibilité et à un besoin de participation comparables à ceux qui prédominaient dans les tribus « arabes ». La structure d'un système social étant fonction du principal mode de communication et non du contenu des messages échangés, nous assisterions à une « implosion », unifiant le système nerveux de toute l'humanité en un tout simultané. Ce serait un retour au village, mais à l'échelle planétaire, au

sens où la psychologie des individus changerait sous l'effet de la technologie. On peut donc résumer cette thèse, proférée dans les années 1960 (quand il n'était question ni de mondialisation ni de TIC) comme amplifiant l'influence de la technologie sur la façon d'utiliser notre cerveau.

À y regarder de plus près, la nouvelle métaphore du village est ambiguë. Veut-on dire que le monde est « comme » un village parce que les gens, les choses et les messages y circulent facilement, les distances étant aussi raccourcies que dans un village ? Mais « village » évoque aussi familiarité, ressemblance et proximité. Est-ce si certain ? Les Occidentaux cosmopolites et branchés sur Internet font-ils partie du même « village » que les vrais villageois de pays pauvre qui n'ont pas l'électricité ?

Car si les élites mondiales, qu'on surnomme l'hyperclasse, font partie du même village partout où qu'ils soient sur la planète, ce village-là n'a guère de racines.

Le « village » de la proximité et de l'échange n'est ni celui des solidarités ni celui des mentalités.

La citation de G. Debord : « (Mc Luhan)... (a) passé plusieurs décennies à s'émerveiller des multiples libertés qu'apportait le « village planétaire » si instantanément accessible à tous sans fatigue. Les villages contrairement aux villes ont toujours été dominés par le conformisme, l'isolement, la surveillance mesquine, l'ennui, les ragots toujours répétés sur quelques mêmes familles. Et c'est bien ainsi que se présente désormais la vulgarité de la planète spectaculaire. » *Commentaires sur la société du spectacle*, 1988.

Le livre : M. Mc Luhan et Q. Fiore, *Guerre et paix dans le village global*, Laffont, 1970.